

Introduction

La crise sanitaire de la covid 19, celle dite des gilets jaunes, le démembrement et le bradage d'Alstom, la décision de vendre les Aéroports de Paris après la cession de celui de Toulouse, les incendies de Notre-Dame de Paris puis d'un site classé Seveso à Rouen ont suscité commentaires, débats et interrogations ; ils ont aussi heurté et provoqué un étonnement souvent mêlé de colère.

En pleine pandémie, la France entière découvrait avec effroi que les moyens les plus simples pour l'affronter manquaient : gel hydroalcoolique, masques, surblouses pour les soignants. Le secteur privé a été gentiment prié — et non requis — de bien vouloir remédier à la pénurie. L'État, comme le roi du conte, était nu.

L'appel à des fonds privés pour restaurer Notre-Dame a d'emblée surpris — juste avant que n'apparaisse l'évidence : on prétend ainsi pallier le manque de moyens criant qui, malgré la compétence reconnue des personnels, a conduit à l'impéritie dans la gestion des monuments nationaux.

En décembre 2018, la crise sociale a porté l'inquiétude du pouvoir exécutif à un point tel que celui-ci a bricolé

dans l'urgence un plan de relance minimal — hommage inattendu à un volontarisme d'inspiration keynésienne dont nos gouvernants ne cessent pourtant depuis des décennies de proclamer qu'il est aussi néfaste qu'illusoire.

Le lâche abandon d'Alstom a scellé la disparition d'un énième fleuron d'une industrie française moribonde, montrant une fois de plus que l'État n'a plus aucune politique industrielle, hors la mise en place d'un cadre « pro business » — pour le dire dans la langue néo-managériale — censé attirer les investisseurs internationaux.

La vente des Aéroports de Paris, alors même que la Cour des comptes a dénoncé les conditions désastreuses dans lesquelles celui de Toulouse-Blagnac a été cédé, illustre une fois de plus le processus de liquidation des actifs de l'État — et partant de la nation — auquel ne préside aucune vision stratégique. Au contraire, l'État organise ainsi sa dépossession et son appauvrissement dans le seul but de trouver, en catastrophe et au seul profit d'intérêts privés, des ressources destinées à combler les déficits publics... que les cadeaux fiscaux consentis à ces mêmes intérêts et aux plus aisés ont créés ou creusés.

En réalité, l'État se caractérise aujourd'hui par une quadruple impuissance : impuissance à entretenir l'un des plus importants patrimoines culturels du monde ; impuissance à assurer une répartition des revenus plus égalitaire et à conduire une politique économique capable de maintenir ou de recréer de la cohésion sociale ; impuissance à défendre notre industrie comme à offrir aux territoires en souffrance un autre avenir que le chômage et les friches industrielles ; impuissance à protéger nos actifs et à garantir la pérennité de secteurs stratégiques essentiels à la sécurité de la nation.

Cette impuissance constitue la nature de ce que nous nommerons *fake state* : un État qui conserve l'apparence de l'État, qui met en scène son action, laquelle, au final, n'a que peu d'effets sur le réel ; un État qui, de manière habile ou non, se borne à la théâtralisation de son pouvoir volontairement diminué.

Mais le *fake state* est aussi l'autre nom de la profonde crise démocratique qui frappe nos sociétés contemporaines, la crise d'une démocratie formelle mise sous tension par l'évidement de la souveraineté. Car le *fake state* c'est aussi l'abandon des citoyens, ou leur relégation, alors que, au cœur de la souveraineté, se trouve un échange : obéissance contre sécurité. Or, si le *fake state* continue à exiger l'obéissance de sa population, s'il supporte mal la résistance ou la rébellion de celle-ci, comme l'atteste la répression du mouvement des gilets jaunes, il ne lui assure plus qu'une sécurité vacillante, au périmètre sans cesse rétréci. C'est que, en régime de *fake state*, l'insécurité sociale aussi bien que territoriale ne cesse de progresser : outils industriels bradés, territoires dévitalisés où les services publics désertent, écoles primaires fermées, délabrement des infrastructures...

Réfléchir sur l'avènement du *fake state* apparaît d'autant plus important lorsque l'on mesure l'importance de l'État dans l'histoire française : des temps capétiens à nos jours, c'est l'État qui, en France, a produit la Nation ; il est l'instituteur du social. Et c'est parce que la France est l'expression la plus aboutie de l'État-nation que la crise de ce dernier y est ressentie de manière particulièrement aiguë.

Faire la généalogie du *fake state* c'est donc comprendre à la fois comment l'État s'est volontairement débarrassé des outils de sa puissance depuis le début de la décennie 1980, et pourquoi la France se trouve plongée dans une crise qui

met en jeu jusqu'aux fondements de son existence. C'est prendre la mesure de l'impuissance dont, après quarante ans de ce processus, la nation paye aujourd'hui le prix fort : montée des inégalités, désindustrialisation, chômage de masse, précarité et surtout inquiétude face à l'avenir.

Il faut également prendre en compte que cette installation du *fake state* s'est réalisée dans un contexte de mutations géopolitiques et de redistribution des cartes de la puissance — seconde mondialisation, émancipation des émergents (Inde, Brésil, Chine), élargissement à l'Est de l'Union européenne, bouleversements écologiques, menaces terroristes d'un genre nouveau — qui ont démultiplié les effets de l'abandon par l'État français des outils de sa puissance.

Mais à qui profite le crime ? L'État s'est désarmé au profit de la puissance marchande et a favorisé la remarchandisation des sociétés humaines. À la faveur d'une mutation de la formation des élites et de la sociologie de celles-ci vers la valorisation du marché et la dévalorisation de la puissance publique, l'État a remis ses propres armes aux marchés, lesquels ont su imposer au politique *leurs* priorités économiques. Au lieu d'être arbitre de la lutte des classes, il s'est transformé en agent zélé des intérêts privés, qu'il s'agisse du démantèlement du droit du travail, de la défense de l'attractivité par l'institution d'un cadre favorable aux grandes entreprises étrangères (lesquelles ont obtenu et dilapidé de considérables aides en argent public), ou encore du soutien aux banques dont les activités menacent la stabilité du système économique dans son ensemble. De sorte que, par un jeu de vases communicants, la puissance s'est déplacée de l'État vers les marchés. Mais point là de coup d'État ! C'est bien la puissance publique qui l'a voulu !

Enfin, face à ces changements qui consacraient l'impuissance de l'État en affaiblissant toujours davantage la nation, la réponse de ces élites reformatées fut la même, d'un bout à l'autre de l'échiquier politique: il faut plus d'Europe! L'Union européenne serait désormais le seul échelon permettant de répondre aux problèmes de notre nation, une nation dont l'avenir ne pourrait être que dans la « construction européenne » — parce que ses élites ne veulent plus croire en sa propre destinée.

Des décisions clefs ont ainsi arrimé à l'UE notre nation, comme communauté politique, aggravant cette impuissance qui, *en même temps*, était théorisée par des clercs habiles à mettre en forme le récit de l'obsolescence de l'État-nation. Car pour le dire avec les mots de Marcel Gauchet, dont la formule rend mieux compte de l'état de l'Union européenne que le récit de ces clercs, des politiques et des commentateurs: « l'Union fait la faiblesse ».

Au nom d'une Union européenne qui, elle aussi, a établi le marché en référence absolue, le tournant de la rigueur de 1983 puis la promotion du marché unique et les quatre libertés qui en découlent (libertés de circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes) ont tracé le chemin vers une servitude qu'ont scellée le choix de la monnaie unique et ses camisoles de force budgétaires (pacte de stabilité, six pack, semestre européen, TSCG).

Trente-six ans après ce choix de l'impuissance, un bref inventaire nous permettra de percevoir l'ampleur des dessaisissements opérés: l'État ne dispose plus de la maîtrise de son taux de change, des taux d'intérêt, ni de son budget, il a renoncé au pouvoir d'émission monétaire, à définir sa politique commerciale et à défendre son appareil industriel.

Il ne lui reste plus que le contrôle partiel de la fiscalité, souvent mal employée, et des dépenses sociales dans lesquelles il pratique sans cesse davantage de coupes afin de ne pas affaiblir la compétitivité puisque l'organisation de l'impuissance du *fake state* en a fait, avec les salaires, la seule variable d'ajustement.

L'objet de ce livre est de retracer la genèse de ce *fake state* et de montrer comment son impuissance à la fois voulue et subie, dont les acteurs sont plus ou moins conscients des motifs, a créé les conditions de ce que Gauchet nomme « *une étrange défaite en temps de paix* ».

Cet État qui se débarrasse de ses services publics et qu'obsède la volonté de mimétisme avec l'entreprise, apparaît désormais comme un roi déchu, et l'histoire de cette déchéance participe au premier chef du malaise français comme de la crise de notre démocratie. Car en livrant ses citoyens, pieds et poings liés, aux intérêts privés, il fait le lit des « entrepreneurs politiques » les plus inquiétants.

Cet État n'est plus le défenseur de l'intérêt général ; il est devenu la chose d'une classe dirigeante plus soucieuse d'assurer son avenir que celui de la nation, responsable d'un profond divorce entre un peuple de plus en plus irrité et des élites qui, d'eupéanisation à marche forcée et de libéralisation de la circulation des capitaux en mondialisation, ont simplement échoué dans toutes leurs propositions pour transformer le pays et lui construire un meilleur destin.

Mais au-delà de l'histoire et de l'état des lieux, reste à savoir comment dépasser ce *fake state*, terrible produit de la destitution de la souveraineté, comment rebâtir un État démocratique et ouvert qui recouvre sa souveraineté et, avec elle, les moyens d'agir sur le réel.

Reconquérir la souveraineté et donc la maîtrise de nos choix semble d'autant plus essentiel que l'État a un rôle primordial à jouer pour relever les défis de demain, ceux d'une société qui doit affronter la conjonction de deux crises majeures : la montée impressionnante des inégalités et la crise écologique ; deux crises qui sont porteuses de violences sociales et politiques d'importance.

Confier au marché le soin d'assurer la justice sociale et croire qu'il serait en capacité de résoudre la crise écologique à venir serait pure folie !